

Stratégie de la Sécurité Nationale

des États-Unis d'Amérique

Novembre 2025



Version en français

LA MAISON BLANCHE

WASHINGTON

Mes chers compatriotes américains

Au cours des neuf derniers mois, nous avons sauvé notre nation et le monde entier, qui se trouvaient au bord du gouffre et de la catastrophe. Après quatre années de faiblesse, d'extrémisme et d'échecs désastreux, mon administration a agi avec urgence et une rapidité historique pour restaurer la puissance américaine sur le plan intérieur et à l'étranger, et ramener la paix et la stabilité dans notre monde.

Aucune administration dans l'histoire n'a accompli un revirement aussi spectaculaire en si peu de temps.

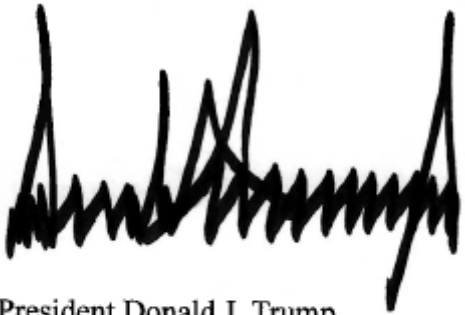
Dès mon premier jour au pouvoir, nous avons rétabli les frontières souveraines des États-Unis et déployé l'armée américaine pour mettre fin à l'invasion de notre pays. Nous avons éliminé l'idéologie radicale du genre et la folie woke de nos forces armées, et avons commencé à renforcer notre armée grâce à un investissement de 1 000 milliards de dollars. Nous avons reconstruit nos alliances et obtenu de nos alliés qu'ils contribuent davantage à notre défense commune — notamment un engagement historique des pays de l'OTAN à augmenter leurs investissements dans la défense de 2 % à 5 % de leurs PIB. Nous avons libéré la production énergétique américaine afin de retrouver notre indépendance, et imposé des droits de douane historiques afin de rapatrier des industries essentielles.

Dans le cadre de l'opération « Midnight Hammer », nous avons détruit la capacité d'enrichissement nucléaire de l'Iran. J'ai déclaré les cartels de la drogue et les féroces gangs étrangers opérant dans notre région comme des organisations terroristes étrangères. Et en l'espace de huit mois seulement, nous avons réglé huit conflits violents, notamment entre le Cambodge et la Thaïlande, le Kosovo et la Serbie, la RDC et le Rwanda, le Pakistan et l'Inde, Israël et l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et mis fin à la guerre à Gaza avec le retour de tous les otages vivants dans leurs familles.

L'Amérique est à nouveau forte et respectée, et c'est grâce à cela que nous instaurons la paix partout dans le monde.

Dans tout ce que nous faisons, l'Amérique reste notre priorité.

Ce qui suit est une stratégie nationale de sécurité visant à décrire et à tirer parti des progrès extraordinaires que nous avons accomplis. Ce document est une feuille de route destinée à garantir que l'Amérique reste la nation la plus grande et la plus prospère de l'histoire de l'humanité, ainsi que le berceau de la liberté sur terre. Dans les années à venir, nous continuerons à développer toutes les dimensions de notre puissance nationale et nous rendrons l'Amérique plus sûre, plus riche, plus libre, plus grande et plus puissante que jamais.

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Donald Trump', written in a cursive style.

President Donald J. Trump

The White House

November 2025

TABLE DES MATIÈRES

I. Introduction – Qu'est-ce que la stratégie américaine ?	1
1. Comment la « stratégie » américaine s'est-elle fourvoyée ?	1
2. La correction nécessaire et bienvenue du président Trump.	2
II. Que devraient vouloir les États-Unis ?	3
1. Que voulons-nous globalement ?	3
2. Que voulons-nous dans et de la part du monde ?	5
III. De quels moyens l'Amérique dispose-t-elle pour obtenir ce qu'elle veut ?	6
IV. La stratégie.	8
1. Principes.	8
2. Priorités.	11
3. Les régions.	15
A. L'hémisphère occidental.	15
B. L'Asie.	19
C. L'Europe.	25
D. Le Moyen-Orient.	27
E. L'Afrique.	29

I. Introduction. Quelle est la stratégie américaine ?

1. Comment la « stratégie » américaine s'est-elle égarée ?

Pour que les États-Unis restent le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pendant les décennies à venir, notre pays a besoin d'une stratégie cohérente et ciblée sur la manière dont nous interagissons avec le monde. Et pour y parvenir, tous les Américains doivent savoir exactement ce que nous essayons de faire et pourquoi.

Une « stratégie » est un plan concret et réaliste qui explique le lien essentiel entre les fins et les moyens : elle commence par une évaluation précise de ce qui est souhaité et des outils disponibles, ou pouvant être créés de manière réaliste, pour atteindre les résultats souhaités.

Une stratégie doit évaluer, trier et hiérarchiser. Tous les pays, toutes les régions, toutes les questions ou toutes les causes, aussi louables soient-ils, ne peuvent pas être au centre de la stratégie américaine. L'objectif de la politique étrangère est la protection des intérêts nationaux fondamentaux ; c'est le seul objectif de cette stratégie.

Les stratégies américaines depuis la fin de la guerre froide ont été insuffisantes : elles ont consisté en de longues listes de souhaits ou d'objectifs souhaités, ont énoncé des vagues platitudes plutôt que de définir clairement ce que nous voulons, et ont souvent mal évalué ce que nous devrions vouloir.

Après la fin de la guerre froide, les élites de la politique étrangère américaine se sont convaincues que la domination permanente des États-Unis sur le reste du monde était dans le meilleur intérêt de notre pays. Pourtant, les affaires des autres pays ne nous concernent que si leurs activités menacent directement nos intérêts.

Nos élites se sont gravement trompées sur la volonté des États-Unis d'assumer indéfiniment des responsabilités mondiales que le peuple américain ne considérerait pas comme liées à l'intérêt national. Elles ont surestimé la capacité des États-Unis à financer simultanément un État providence, réglementaire et administratif massif, ainsi qu'un complexe militaire, diplomatique, de renseignement et d'aide étrangère tout aussi massif. Elles ont choisi de façon extrêmement erronée et destructrice de parier sur le mondialisme et le soi-disant « libre-échange », qui ont vidé de leur substance la classe moyenne et la base industrielle sur lesquelles reposent la prééminence économique et militaire des États-Unis. Elles ont permis à leurs alliés et partenaires de faire supporter le coût de leur défense au peuple américain, et parfois de nous entraîner dans des conflits et des controverses qui sont au cœur de leurs intérêts, mais

périphériques ou sans rapport avec les nôtres. Et elles ont lié la politique américaine à un réseau d'institutions internationales, dont certaines sont animées par un anti-américanisme pur et simple et beaucoup par un transnationalisme qui cherche explicitement à dissoudre la souveraineté des États individuels. En résumé, non seulement nos élites ont poursuivi un objectif fondamentalement indésirable et impossible, mais ce faisant, elles ont sapé les moyens mêmes nécessaires pour atteindre cet objectif : le caractère de notre nation sur lequel reposaient sa puissance, sa richesse et sa décence.

2. La correction nécessaire et bienvenue du président Trump

Rien de tout cela n'était inévitable. Le premier mandat du président Trump a prouvé qu'avec un leadership approprié faisant les bons choix, tout ce qui précède aurait pu – et aurait dû – être évité, et bien d'autres choses auraient pu être accomplies. Lui et son équipe ont réussi à mobiliser les grandes forces de l'Amérique pour corriger le cap et commencer à inaugurer un nouvel âge d'or pour notre pays. Poursuivre dans cette voie est l'objectif principal du deuxième mandat du président Trump et du présent document.

Les questions qui se posent à nous sont les suivantes :

- 1) Que doivent vouloir les États-Unis ?
- 2) De quels moyens disposons-nous pour y parvenir ?
- 3) Comment pouvons-nous relier les fins et les moyens dans une Stratégie de Sécurité Nationale viable ?

I. Que doivent vouloir les États-Unis ?

1. Que voulons-nous en général ?

Tout d'abord, nous voulons la survie et la sécurité continues des États-Unis en tant que république indépendante et souveraine dont le gouvernement garantit les droits naturels accordés par Dieu à ses citoyens et donne la priorité à leur bien-être et à leurs intérêts.

Nous voulons protéger ce pays, son peuple, son territoire, son économie et son mode de vie contre les attaques militaires et les influences étrangères hostiles, qu'il s'agisse d'espionnage, de pratiques commerciales prédatrices, de trafic de drogue et d'êtres humains, de propagande destructrice et d'opérations d'influence, de subversion culturelle ou toute autre menace pour notre nation.

Nous voulons un contrôle total sur nos frontières, sur notre système d'immigration et sur les réseaux de transport par lesquels les personnes entrent dans notre pays, légalement ou illégalement. Nous voulons un monde dans lequel la migration n'est pas simplement « ordonnée », mais dans lequel les pays souverains travaillent ensemble pour mettre fin aux flux de population déstabilisateurs plutôt que de les faciliter, et ont un contrôle total sur les personnes qu'ils acceptent ou refusent.

Nous voulons une infrastructure nationale résiliente, capable de résister aux catastrophes naturelles, de résister et de contrecarrer les menaces étrangères, et de prévenir ou d'atténuer tout événement susceptible de nuire au peuple américain ou de perturber l'économie américaine. Aucun adversaire ni aucun danger ne devrait pouvoir mettre l'Amérique en danger.

Nous voulons recruter, former, équiper et déployer l'armée la plus puissante, la plus létale et la plus avancée technologiquement au monde afin de protéger nos intérêts, de dissuader les guerres et, si nécessaire, de les remporter rapidement et de manière décisive, avec le moins de pertes possibles pour nos forces. Et nous voulons une armée dans laquelle chaque militaire est fier de son pays et confiant dans sa mission.

Nous voulons disposer de la force de dissuasion nucléaire la plus robuste, la plus crédible et la plus moderne au monde, ainsi que de défenses antimissiles de nouvelle génération – notamment un « Golden Dome » pour le territoire américain – afin de protéger le peuple américain, les actifs américains à l'étranger et les alliés des États-Unis.

Nous voulons disposer de l'économie la plus forte, la plus dynamique, la plus innovante et la plus avancée au monde. L'économie américaine est le fondement du mode de vie américain,

qui promet et assure une prospérité généralisée et étendue, favorise la mobilité ascendante et récompense le travail acharné. Notre économie est également le fondement de notre position mondiale et la base nécessaire de notre armée.

Nous voulons la base industrielle la plus solide au monde. La puissance nationale américaine dépend d'un secteur industriel fort, capable de répondre aux demandes de production en temps de paix comme en temps de guerre. Cela nécessite non seulement une capacité de production industrielle de défense directe, mais aussi une capacité de production liée à la défense. Le développement de la puissance industrielle américaine doit devenir la priorité absolue de la politique économique nationale.

Nous voulons le secteur énergétique le plus robuste, le plus productif et le plus innovant au monde, capable non seulement d'alimenter la croissance économique américaine, mais aussi d'être en soi l'une des principales industries d'exportation des États-Unis.

Nous voulons rester le pays le plus avancé et le plus innovant au monde scientifiquement et technologiquement, et tirer parti de ces atouts. Et nous voulons protéger notre propriété intellectuelle contre le vol étranger. L'esprit pionnier de l'Amérique est un pilier essentiel de notre constante domination économique et de notre supériorité militaire ; il doit être préservé.

Nous voulons maintenir le « soft power » inégalé des États-Unis, grâce auquel nous exerçons une influence positive dans le monde entier qui sert nos intérêts. Ce faisant, nous assumerons sans complexe le passé et le présent de notre pays, tout en respectant les religions, les cultures et les systèmes de gouvernance différents des autres pays. Le « soft power » qui sert les véritables intérêts nationaux des États-Unis n'est efficace que si nous croyons en la grandeur et la décence inhérentes à notre pays.

Enfin, nous voulons restaurer et redynamiser la santé spirituelle et culturelle des États-Unis, sans laquelle la sécurité à long terme est impossible. Nous voulons une Amérique qui chérit ses gloires passées et ses héros, et qui aspire à un nouvel âge d'or. Nous voulons un peuple fier, heureux et optimiste, convaincu qu'il laissera à la prochaine génération un pays meilleur que celui qu'il a trouvé. Nous voulons des citoyens avec des emplois rémunérateurs, sans que personne ne soit laissé de côté, et qui tirent satisfaction de savoir que leur travail est essentiel à la prospérité de notre nation et au bien-être des individus et des familles. Cela ne peut se faire sans un nombre croissant de familles traditionnelles solides qui élèvent des enfants en bonne santé.

2. Que voulons-nous dans et de la part du monde ?

Pour atteindre ces objectifs, il faut mobiliser toutes les ressources de notre puissance nationale. Pourtant, cette stratégie est axée sur la politique étrangère. Quels sont les intérêts fondamentaux de l'Amérique en matière de politique étrangère ? Que voulons-nous *dans et de la part* du monde ?

- Nous voulons nous assurer que l'hémisphère occidental reste suffisamment stable et bien gouverné pour prévenir et décourager les migrations de masse vers les États-Unis ; nous voulons un hémisphère dont les gouvernements coopèrent avec nous contre les narco-terroristes, les cartels et autres organisations criminelles transnationales ; nous voulons un hémisphère qui reste à l'abri des incursions étrangères hostiles ou de la mainmise sur des actifs clés, et qui soutient les chaînes d'approvisionnement essentielles ; et nous voulons garantir notre accès continu à des emplacements stratégiques clés. En d'autres termes, nous affirmerons et appliquerons un « corollaire Trump » à la doctrine Monroe ;
- Nous voulons mettre fin et inverser les dommages continus que des acteurs étrangers infligent à l'économie américaine tout en maintenant la liberté et l'ouverture de la région indo-pacifique, en préservant la liberté de navigation dans toutes les voies maritimes cruciales et en maintenant des chaînes d'approvisionnement sûres et fiables ainsi que l'accès aux matériaux essentiels ;
- Nous voulons aider nos alliés à préserver la liberté et la sécurité de l'Europe, tout en restaurant la confiance en soi de la civilisation européenne et l'identité occidentale ;
- Nous voulons empêcher une puissance hostile de dominer le Moyen-Orient, ses réserves de pétrole et de gaz, et les points d'étranglement par lesquels elles transitent, tout en évitant les « guerres éternelles » qui nous ont enlisés dans cette région à un coût élevé ; et
- Nous voulons nous assurer que la technologie et les normes américaines, en particulier dans les domaines de l'IA, des biotechnologies et de l'informatique quantique, font progresser le monde.

Tels sont les intérêts nationaux *fondamentaux et vitaux* des États-Unis. Bien que nous en ayons d'autres, ce sont ceux sur lesquels nous devons nous concentrer avant tout, et que nous ignorons ou négligeons à nos risques et périls.

III. De quels moyens dispose l'Amérique pour obtenir ce qu'elle veut ?

L'Amérique conserve la position la plus enviable au monde, avec des atouts, des ressources et des avantages de premier plan, notamment :

- Un système politique toujours agile, capable d'ajuster le cap ;
- L'économie la plus importante et la plus innovante au monde, qui génère à la fois des richesses que nous pouvons investir dans des intérêts stratégiques et nous offre un moyen de pression sur les pays qui souhaitent accéder à nos marchés ;
- Le système financier et les marchés de capitaux les plus importants au monde, notamment le statut de monnaie de réserve mondiale du dollar ;
- Le secteur technologique le plus avancé, le plus innovant et le plus rentable au monde, qui soutient notre économie, confère un avantage qualitatif à notre armée et renforce notre influence mondiale ;
- L'armée la plus puissante et la plus compétente au monde ;
- Un vaste réseau d'alliances, avec des alliés et des partenaires dans les régions les plus importantes sur le plan stratégique ;
- Une situation géographique enviable avec des ressources naturelles abondantes, aucune puissance concurrente dominant physiquement notre hémisphère, des frontières sans risque d'invasion militaire et les autres grandes puissances séparées par de vastes océans ;
- Un « soft power » et une influence culturelle inégalés ; et
- Le courage, la volonté et le patriotisme du peuple américain.

En outre, grâce au programme national ambitieux du président Trump, les États-Unis :

- Réinstaurent une culture de la compétence, en éliminant les pratiques dites « DEI » et autres pratiques discriminatoires et anticoncurrentielles qui dégradent nos institutions et nous freinent ;
- Libèrent notre énorme capacité de production d'énergie en tant que priorité stratégique pour alimenter la croissance et l'innovation, et pour renforcer et reconstruire la classe moyenne ;

Réindustrialisent notre économie, là encore pour soutenir davantage la classe moyenne et contrôler nos propres chaînes d'approvisionnement et capacités de production ;

- Redonner la liberté économique à nos citoyens grâce à des réductions d'impôts historiques et à des efforts de déréglementation, faisant des États-Unis le meilleur endroit où faire des affaires et investir des capitaux ; et

- Investir dans les technologies émergentes et la science fondamentale, afin d'assurer notre prospérité continue, notre avantage concurrentiel et notre domination militaire pour les générations futures.

L'objectif de cette stratégie est de réunir tous ces atouts de premier plan, ainsi que d'autres, afin de renforcer la puissance et la prééminence américaines et de rendre notre pays plus grand qu'il ne l'a jamais été.

IV. La stratégie

1. Principes

La politique étrangère du président Trump est pragmatique sans être « pragmatiste », réalisable sans être « réaliste », fondée sur des principes sans être « idéaliste », musclée sans être « belliciste » et modérée sans être « pacifiste ». Elle ne repose pas sur une idéologie politique traditionnelle. Elle est avant tout motivée par ce qui fonctionne pour l'Amérique, ou, en deux mots, « l'Amérique d'abord ».

Le président Trump a consolidé son héritage en tant que Président de la Paix. Outre le succès remarquable obtenu au cours de son premier mandat avec les accords historiques d'Abraham, le président Trump a mis à profit son talent de négociateur pour garantir une paix sans précédent dans huit conflits à travers le monde en seulement huit mois de son second mandat. Il a négocié la paix entre le Cambodge et la Thaïlande, le Kosovo et la Serbie, la RDC et le Rwanda, le Pakistan et l'Inde, Israël et l'Iran, l'Égypte et l'Éthiopie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et a mis fin à la guerre à Gaza avec le retour de tous les otages vivants dans leurs familles.

Mettre fin aux conflits régionaux avant qu'ils ne dégénèrent en guerres globales qui entraînent des continents entiers dans leur sillage mérite l'attention du commandant en chef et constitue une priorité pour cette administration. Un monde à feu et à sang, où les guerres atteignent nos côtes, est néfaste pour les intérêts américains. Le président Trump utilise une diplomatie non conventionnelle, la puissance militaire américaine et son influence économique pour éteindre de manière chirurgicale les braises de la division entre les nations dotées de l'arme nucléaire et les guerres violentes causées par des siècles de haine.

Le président Trump a prouvé que les politiques américaines en matière de politique étrangère, de défense et de renseignement doivent être guidées par les principes fondamentaux suivants :

- **Définition ciblée de l'intérêt national** – Depuis au moins la fin de la guerre froide, les administrations ont souvent publié des stratégies de sécurité nationale qui cherchent à élargir la définition de l'« intérêt national » américain de telle sorte que presque aucune question ou entreprise n'est considérée comme hors de son champ d'application. Mais se concentrer sur tout, c'est ne se concentrer sur rien. Les intérêts fondamentaux des États-Unis en matière de sécurité nationale doivent être notre priorité.
- **La paix par la force** – La force est la meilleure arme de dissuasion. Les pays ou autres acteurs suffisamment dissuadés de menacer les intérêts américains ne le feront pas. En outre, la force peut nous permettre d'atteindre la paix, car les parties qui respectent notre

force sollicitent souvent notre aide et sont réceptives à nos efforts pour résoudre les conflits et maintenir la paix. Par conséquent, les États-Unis doivent maintenir l'économie la plus forte, développer les technologies les plus avancées, renforcer la santé culturelle de notre société et disposer de l'armée la plus compétente au monde.

- **Prédisposition au non-interventionnisme** – Dans la Déclaration d'indépendance, les fondateurs des États-Unis ont clairement exprimé leur préférence pour le non-interventionnisme dans les affaires des autres nations et en ont clairement exposé le fondement suivant : tout comme tous les êtres humains possèdent des droits naturels égaux donnés par Dieu, toutes les nations ont droit, en vertu des « lois de la nature et du Dieu de la nature », à une « position distincte et égale » les unes par rapport aux autres. Pour un pays dont les intérêts sont aussi nombreux et divers que les nôtres, il n'est pas possible d'adhérer rigoureusement au non-interventionnisme. Cependant, cette prédisposition devrait fixer des critères élevés pour déterminer ce qui constitue une intervention justifiée.
- **Réalisme flexible** – La politique américaine sera réaliste quant à ce qu'il est possible et souhaitable de rechercher dans ses relations avec les autres nations. Nous recherchons de bonnes relations et des relations commerciales pacifiques avec les nations du monde sans leur imposer des changements démocratiques ou sociaux qui diffèrent largement de leurs traditions et de leur histoire. Nous reconnaissons et affirmons qu'il n'y a rien d'incohérent ou d'hypocrite à agir selon une telle évaluation réaliste ou à maintenir de bonnes relations avec des pays dont les systèmes de gouvernement et les sociétés diffèrent des nôtres, même si nous encourageons nos amis partageant les mêmes idées à défendre nos normes communes, ce qui sert nos intérêts.
- **Primauté des nations** – L'unité politique fondamentale du monde est et restera l'État-nation. Il est naturel et juste que toutes les nations fassent passer leurs intérêts en premier et protègent leur souveraineté. Le monde fonctionne mieux lorsque les nations donnent la priorité à leurs intérêts. Les États-Unis feront passer leurs propres intérêts en premier et, dans leurs relations avec les autres nations, les encourageront à faire de même. Nous défendons les droits souverains des nations, nous nous opposons aux incursions des organisations transnationales les plus intrusives qui sapent la souveraineté, et nous soutenons la réforme de ces institutions afin qu'elles favorisent plutôt qu'elles n'entravent la souveraineté individuelle et qu'elles servent les intérêts américains.
- **Souveraineté et respect** – Les États-Unis protégeront sans complexe leur propre souveraineté. Cela inclut la prévention de son érosion par les organisations transnationales et internationales, les tentatives des puissances ou entités étrangères de

censurer notre discours ou de restreindre les droits de liberté d'expression de nos citoyens, les opérations de lobbying et d'influence qui cherchent à orienter nos politiques ou à nous impliquer dans des conflits étrangers, et la manipulation cynique de notre système d'immigration afin de constituer des blocs électoraux fidèles à des intérêts étrangers au sein de notre pays. Les États-Unis traceront leur propre voie dans le monde et détermineront leur propre destin, sans ingérence extérieure.

- **Équilibre des pouvoirs** – Les États-Unis ne peuvent permettre à aucune nation de devenir si dominante qu'elle puisse menacer nos intérêts. Nous travaillerons avec nos alliés et partenaires pour maintenir l'équilibre des pouvoirs au niveau mondial et régional afin d'empêcher l'émergence d'adversaires dominants. Tout comme les États-Unis rejettent le concept funeste de domination mondiale pour eux-mêmes, nous devons empêcher la domination mondiale, et dans certains cas même régionale, d'autres pays. Cela ne signifie pas gaspiller du sang et des richesses pour réduire l'influence de toutes les grandes et moyennes puissances mondiales. L'influence démesurée des nations plus grandes, plus riches et plus fortes est une vérité intemporelle des relations internationales. Cette réalité implique parfois de travailler avec des partenaires pour contrecarrer les ambitions qui menacent nos intérêts communs.
- **Soutien aux travailleurs américains** – La politique américaine sera favorable aux travailleurs, et pas seulement à la croissance, et elle donnera la priorité à nos propres travailleurs. Nous devons reconstruire une économie dans laquelle la prospérité est largement répartie et partagée, et non concentrée au sommet ou localisée dans certaines industries ou dans quelques régions de notre pays.
- **Équité** – Des alliances militaires aux relations commerciales et au-delà, les États-Unis insisteront pour être traités équitablement par les autres pays. Nous ne tolérerons plus, et ne pouvons plus nous permettre, le parasitisme, les déséquilibres commerciaux, les pratiques économiques prédatrices et autres atteintes à la bonne volonté historique de notre nation qui nuisent à nos intérêts. Tout comme nous voulons que nos alliés soient riches et compétents, nos alliés doivent comprendre qu'il est dans leur intérêt que les États-Unis restent également riches et compétents. En particulier, nous attendons de nos alliés qu'ils consacrent une part beaucoup plus importante de leur produit intérieur brut (PIB) à leur propre défense, afin de commencer à compenser les énormes déséquilibres accumulés au cours de décennies de dépenses beaucoup plus importantes de la part des États-Unis.

- **Compétence et mérite** – La prospérité et la sécurité des États-Unis dépendent du développement et de la promotion de la compétence. La compétence et le mérite comptent parmi les plus grands atouts de notre civilisation : lorsque les meilleurs Américains sont embauchés, promus et honorés, l'innovation et la prospérité suivent. Si la compétence était détruite ou systématiquement découragée, les systèmes complexes que nous tenons pour acquis – des infrastructures à la sécurité nationale en passant par l'éducation et la recherche – cesseraient de fonctionner. Si le mérite était étouffé, les avantages historiques des États-Unis dans les domaines de la science, de la technologie, de l'industrie, de la défense et de l'innovation s'évaporerait. Le succès des idéologies radicales qui cherchent à remplacer la compétence et le mérite par le statut de groupe privilégié rendrait l'Amérique méconnaissable et incapable de se défendre. Dans le même temps, nous ne pouvons pas permettre que la méritocratie soit utilisée comme justification pour ouvrir le marché du travail américain au monde entier au nom de la recherche de « talents mondiaux » qui sapent les travailleurs américains. Dans tous nos principes et toutes nos actions, l'Amérique et les Américains doivent toujours passer en premier.

2. Priorités

- **L'ère de la migration de masse est révolue** – Les personnes qu'un pays accepte sur son territoire, leur nombre et leur provenance, définiront inévitablement l'avenir de cette nation. Tout pays qui se considère comme souverain a le droit et le devoir de définir son avenir. Au cours de l'histoire, les nations souveraines ont interdit la migration incontrôlée et n'offraient la citoyenneté qu'à de rares étrangers, qui devaient également répondre à des critères exigeants. L'expérience de l'Occident au cours des dernières décennies confirme cette sagesse immuable. Dans tous les pays du monde, la migration de masse a mis à rude épreuve les ressources nationales, accru la violence et la criminalité, affaibli la cohésion sociale, faussé les marchés du travail et compromis la sécurité nationale. L'ère de l'immigration massive doit prendre fin. La sécurité des frontières est l'élément principal de la sécurité nationale. Nous devons protéger notre pays contre les invasions, non seulement contre la migration incontrôlée, mais aussi contre les menaces transfrontalières telles que le terrorisme, la drogue, l'espionnage et la traite des êtres humains. Une frontière contrôlée par la volonté du peuple américain mise en œuvre par son gouvernement est fondamentale pour la survie des États-Unis en tant que république souveraine.

- **Protection des droits et libertés fondamentales** – Le gouvernement américain a pour mission de garantir les droits naturels accordés par Dieu aux citoyens américains. À cette fin, les départements et agences du gouvernement des États-Unis se sont vu conférer des pouvoirs redoutables. Ces pouvoirs ne doivent jamais être abusés, que ce soit sous le prétexte de la « déradicalisation », de la « protection de notre démocratie » ou de tout autre prétexte. Lorsque ces pouvoirs sont abusés, les auteurs de ces abus doivent être tenus responsables. En particulier, les droits à la liberté d’expression, à la liberté de religion et de conscience, ainsi que le droit de choisir et de diriger notre gouvernement commun sont des droits fondamentaux qui ne doivent jamais être bafoués. En ce qui concerne les pays qui partagent, ou prétendent partager, ces principes, les États-Unis plaideront avec force pour qu’ils soient respectés dans leur lettre et leur esprit. Nous nous opposerons aux restrictions anti démocratiques imposées par les élites aux libertés fondamentales en Europe, dans l’anglosphère et dans le reste du monde démocratique, en particulier parmi nos alliés.
- **Partage et transfert des charges** – L’époque où les États-Unis soutenaient à eux seuls l’ordre mondial comme Atlas est révolue. Parmi nos nombreux alliés et partenaires, nous comptons des dizaines de nations riches et sophistiquées qui doivent assumer la responsabilité première de leurs régions et contribuer beaucoup plus à notre défense collective. Le président Trump a établi une nouvelle norme mondiale avec l’engagement de La Haye, qui engage les pays de l’OTAN à consacrer 5 % de leur PIB à la défense et que nos alliés de l’OTAN ont approuvé et doivent désormais respecter. Poursuivant l’approche du président Trump consistant à demander aux alliés d’assumer la responsabilité principale de leurs régions, les États-Unis organiseront un réseau de partage des charges, avec notre gouvernement comme organisateur et soutien. Cette approche garantit que les charges sont partagées et que tous ces efforts bénéficient d’une légitimité plus large. Le modèle consistera en des partenariats ciblés qui utilisent des outils économiques pour harmoniser les incitations, partager les charges avec des alliés partageant les mêmes idées et insister sur des réformes qui ancrent la stabilité à long terme. Cette clarté stratégique permettra aux États-Unis de contrer efficacement les influences hostiles et subversives tout en évitant la surextension et la dispersion des efforts qui ont sapé les efforts passés. Les États-Unis se tiendront prêts à aider, éventuellement par un traitement plus favorable en matière commerciale, de partage de technologies et d’achats de défense, les pays qui acceptent volontairement d’assumer davantage de responsabilités en matière de sécurité dans leur voisinage et d’aligner leurs contrôles à l’exportation sur les nôtres.

- **Réalignement par la paix** – La recherche d’accords de paix sous la direction du président, même dans des régions et des pays périphériques à nos intérêts fondamentaux immédiats, est un moyen efficace d’accroître la stabilité, de renforcer l’influence mondiale des États-Unis, de réaligner les pays et les régions sur nos intérêts et d’ouvrir de nouveaux marchés. Les ressources nécessaires se résument à la diplomatie présidentielle, que notre grande nation ne peut adopter qu’avec un leadership compétent. Les dividendes – fin des conflits de longue date, vies sauvées, nouveaux amis – peuvent largement compenser les coûts relativement mineurs en termes de temps et d’attention.
- **Sécurité économique** – Enfin, la sécurité économique étant fondamentale pour la sécurité nationale, nous nous efforcerons de renforcer davantage l’économie américaine, en mettant l’accent sur :
 - **L’équilibre commercial** – Les États-Unis donneront la priorité au rééquilibrage de leurs relations commerciales, à la réduction des déficits commerciaux, à la lutte contre les barrières à leurs exportations et à la fin du dumping et des autres pratiques anticoncurrentielles qui nuisent aux industries et aux travailleurs américains. Nous recherchons des accords commerciaux équitables et réciproques avec les nations qui souhaitent commercer avec nous sur la base du respect et d’avantages mutuels. Mais nos priorités doivent être et seront nos propres travailleurs, nos propres industries et notre propre sécurité nationale.
 - **La sécurisation de l’accès aux chaînes d’approvisionnement et aux matériaux essentiels** – Comme l’a fait valoir Alexandre Hamilton aux débuts de notre république, les États-Unis ne doivent jamais dépendre d’une puissance extérieure pour les composants essentiels – des matières premières aux pièces détachées en passant par les produits finis – nécessaires à la défense ou à l’économie du pays. Nous devons rétablir notre accès indépendant et fiable aux biens dont nous avons besoin pour nous défendre et préserver notre mode de vie. Cela nécessitera d’élargir l’accès des États-Unis aux minéraux et matériaux essentiels tout en luttant contre les pratiques économiques prédatrices. De plus, la Communauté du renseignement surveillera les chaînes d’approvisionnement clés et les avancées technologiques à travers le monde afin de nous assurer que nous comprenons et atténuons les faiblesses et les menaces qui pèsent sur la sécurité et la prospérité américaines.
 - **Réindustrialisation** – L’avenir appartient aux fabricants. Les États-Unis réindustrialiseront leur économie, relocaliseront la production industrielle sur leur territoire, et encouragera et attirera les investissements dans notre économie et notre main-d’œuvre, en mettant l’accent sur les secteurs technologiques critiques et

émergents qui définiront l'avenir. Nous y parviendrons grâce à l'utilisation stratégique de droits de douane et de nouvelles technologies qui favorisent une production industrielle généralisée dans tous les coins de notre pays, améliorent le niveau de vie des travailleurs américains et garantissent que notre pays ne dépendra plus jamais d'un adversaire, actuel ou potentiel, pour des produits ou des composants critiques.

- **Relancer notre base industrielle de défense** – Une armée forte et compétente ne peut exister sans une base industrielle de défense forte et compétente. L'énorme fossé, mis en évidence lors des conflits récents, entre les drones et les missiles à bas coût et les systèmes coûteux nécessaires pour se défendre contre eux a mis en évidence notre besoin de changer et de nous adapter. Les États-Unis ont besoin d'une mobilisation nationale pour innover en matière de défenses puissantes à faible coût, pour produire à grande échelle les systèmes et les munitions les plus performants et les plus modernes, et pour relocaliser nos chaînes d'approvisionnement industrielles de défense. Nous devons notamment fournir à nos combattants toute la gamme des capacités, depuis les armes à faible coût capables de vaincre la plupart des adversaires jusqu'aux systèmes haut de gamme les plus performants nécessaires pour un conflit avec un ennemi sophistiqué. Et pour réaliser la vision du président Trump d'une paix fondée sur la force, nous devons agir rapidement. Nous encouragerons également la revitalisation des bases industrielles de tous nos alliés et partenaires afin de renforcer la défense collective.
- **Domination énergétique** – Le rétablissement de la domination énergétique américaine (dans les domaines du pétrole, du gaz, du charbon et du nucléaire) et la relocalisation des composants énergétiques clés nécessaires constituent une priorité stratégique absolue. Une énergie bon marché et abondante permettra de créer des emplois bien rémunérés aux États-Unis, de réduire les coûts pour les consommateurs et les entreprises américains, de stimuler la réindustrialisation et de contribuer à maintenir notre avantage dans les technologies de pointe telles que l'IA. L'augmentation de nos exportations nettes d'énergie permettra également d'approfondir nos relations avec nos alliés tout en réduisant l'influence de nos adversaires, de protéger notre capacité à défendre nos côtes et, lorsque cela est nécessaire, de nous permettre de projeter notre puissance. Nous rejetons les idéologies désastreuses du « changement climatique » et du « zéro net » qui ont tant nui à l'Europe, menacent les États-Unis et subventionnent nos adversaires.

- **Préserver et renforcer la domination du secteur financier américain** – Les États-Unis possèdent les principaux marchés financiers et boursiers mondiaux, qui constituent les piliers de l'influence américaine et offrent aux décideurs politiques un levier et des outils importants pour faire progresser les priorités des États-Unis en matière de sécurité nationale. Mais notre position de leader ne peut être considérée comme acquise. Préserver et renforcer notre domination implique de tirer parti de notre système de libre marché dynamique et de notre leadership en matière de finance numérique et d'innovation afin de garantir que nos marchés restent les plus dynamiques, les plus liquides et les plus sûrs, et continuent de faire l'envie du monde entier.

3. Les régions

Il est devenu courant que des documents comme celui-ci mentionnent toutes les régions du monde et tous les problèmes, en partant du principe que toute omission équivaut à un angle mort ou à un affront. En conséquence, ces documents deviennent trop volumineux et trop dispersés, à l'opposé de ce que devrait être une stratégie.

Se concentrer et établir des priorités, c'est faire des choix, c'est reconnaître que tout n'a pas la même importance pour tout le monde. Cela ne signifie pas pour autant que certains peuples, certaines régions ou certains pays sont intrinsèquement sans importance. Les États-Unis sont à tous égards la nation la plus généreuse de l'histoire, mais nous ne pouvons pas nous permettre d'accorder la même attention à toutes les régions et à tous les problèmes du monde.

L'objectif de la politique de sécurité nationale est la protection des intérêts nationaux fondamentaux, certaines priorités transcendant les frontières régionales. Par exemple, une activité terroriste dans une région par ailleurs peu importante peut exiger notre attention immédiate. Mais passer de cette nécessité à une attention soutenue à la périphérie est une erreur.

A. Hémisphère occidental : le corollaire Trump à la doctrine Monroe

Après des années de négligence, les États-Unis réaffirmeront et appliqueront la doctrine Monroe afin de restaurer la prééminence américaine dans l'hémisphère occidental et de protéger notre territoire et notre accès à des zones géographiques clés dans toute la région. Nous empêcherons les concurrents non hémisphériques de positionner des forces ou d'autres capacités menaçantes, ou de posséder ou contrôler des actifs stratégiquement vitaux dans notre hémisphère. Ce « corollaire Trump » à la doctrine Monroe est une restauration sensée et forte de la puissance et des priorités américaines, conformément aux intérêts sécuritaires des États-Unis.

Nos objectifs pour l'hémisphère occidental peuvent se résumer ainsi : « Recruter et s'étendre ». Nous *recruterons* nos amis de longue date dans l'hémisphère afin de contrôler les migrations, de mettre fin au trafic de drogue et de renforcer la stabilité et la sécurité sur terre et en mer. Nous nous *étendrons* en cultivant et en renforçant de nouveaux partenariats, tout en renforçant l'attrait de notre propre nation en tant que partenaire économique et sécuritaire de choix dans l'hémisphère.

Recruter

La politique américaine de recrutement devrait se concentrer sur les champions régionaux capables de contribuer à créer une stabilité acceptable dans la région, même au-delà de leurs frontières. Ces nations nous aideraient notamment à mettre fin à la migration illégale et déstabilisatrice, à neutraliser les cartels, à délocaliser la production et à développer les économies privées locales. Nous récompenserons et encouragerons les gouvernements, les partis politiques et les mouvements de la région qui s'alignent largement sur nos principes et notre stratégie. Cependant, nous ne devons pas négliger les gouvernements qui ont des perspectives différentes, avec lesquels nous partageons néanmoins des intérêts et qui souhaitent travailler avec nous.

Les États-Unis doivent reconsidérer leur présence militaire dans l'hémisphère occidental. Cela implique quatre mesures évidentes :

- Un réajustement de notre présence militaire mondiale afin de faire face aux menaces urgentes dans notre hémisphère, en particulier les missions identifiées dans cette stratégie, et de nous éloigner des théâtres d'opérations dont l'importance relative pour la sécurité nationale américaine a diminué au cours des dernières décennies ou années ;
- Une présence plus appropriée de la garde côtière et de la marine pour contrôler les voies maritimes, contrecarrer la migration illégale et autres migrations indésirables, réduire le trafic d'êtres humains et de drogue, et contrôler les principales routes de transit en cas de crise ;
- Des déploiements ciblés pour sécuriser la frontière et vaincre les cartels, y compris, si nécessaire, le recours à la force létale pour remplacer la stratégie exclusive de maintien de l'ordre qui a échoué au cours des dernières décennies ; et
- L'établissement ou l'élargissement de l'accès à des endroits stratégiquement importants.

Les États-Unis donneront la priorité à la diplomatie commerciale, afin de renforcer leur propre économie et leurs industries, en utilisant les droits de douane et les accords commerciaux réciproques comme outils puissants.

L'objectif est que nos pays partenaires renforcent leurs économies nationales, tandis qu'un hémisphère occidental économiquement plus fort et plus sophistiqué devient un marché de plus en plus attractif pour le commerce et les investissements américains.

Le renforcement des chaînes d'approvisionnement critiques dans cet hémisphère réduira les dépendances et augmentera la résilience économique américaine. Les liens créés entre les États-Unis et nos partenaires profiteront aux deux parties tout en rendant plus difficile pour les concurrents non hémisphériques d'accroître leur influence dans la région. Et même si nous accordons la priorité à la diplomatie commerciale, nous nous efforcerons de renforcer nos partenariats en matière de sécurité, qu'il s'agisse de la vente d'armes, du partage de renseignements ou d'exercices conjoints.

S'étendre

Alors que nous approfondissons nos partenariats avec les pays avec lesquels les États-Unis entretiennent actuellement des relations solides, nous devons chercher à élargir notre réseau dans la région. Nous voulons que les autres nations nous considèrent comme leur partenaire de premier choix et nous les dissuaderons — par divers moyens — de collaborer avec d'autres.

L'hémisphère occidental recèle de nombreuses ressources stratégiques que les États-Unis devraient exploiter en partenariat avec leurs alliés régionaux, afin d'accroître la prospérité des pays voisins et de leur propre pays. Le National Security Council va immédiatement lancer un processus interinstitutionnel solide afin de charger les agences, avec le soutien de la branche analytique de l'Intelligence Community, d'identifier les points stratégiques et les ressources de l'hémisphère occidental en vue de leur protection et de leur développement conjoint avec les partenaires régionaux.

Des concurrents de l'autre hémisphère ont fait des percées importantes dans le nôtre, à la fois pour nous désavantager économiquement dans le présent et d'une manière qui pourrait nous nuire stratégiquement à l'avenir. Permettre ces incursions sans riposte sérieuse est une autre grande erreur stratégique américaine de ces dernières décennies.

Les États-Unis doivent occuper une position prééminente dans l'hémisphère occidental pour garantir notre sécurité et notre prospérité ; cela nous permettra de nous affirmer avec confiance dans la région, au moment et à l'endroit voulu. Les termes de nos alliances et les conditions auxquelles nous fournissons toute forme d'aide doivent dépendre de la réduction de l'influence hostile extérieure, qu'il s'agisse du contrôle des installations militaires, des ports et des infrastructures clefs ou de l'achat d'actifs stratégiques au sens large.

Certaines influences étrangères seront difficiles à inverser, compte tenu des alignements politiques entre certains gouvernements latino-américains et certains acteurs étrangers. Cependant, de nombreux gouvernements ne sont pas idéologiquement alignés sur les puissances étrangères, mais sont plutôt attirés par la possibilité de faire des affaires avec elles pour d'autres raisons, notamment les faibles coûts et les obstacles réglementaires moins nombreux. Les États-Unis ont réussi à réduire l'influence extérieure dans l'hémisphère occidental en démontrant, de manière précise, combien de coûts cachés (en matière d'espionnage, de cybersécurité, de pièges de la dette et autres) sont inhérents à l'aide étrangère prétendument « peu coûteuse ». Nous devons accélérer ces efforts, notamment en utilisant l'influence des États-Unis dans les domaines financier et technologique pour inciter les pays à rejeter cette aide.

Dans l'hémisphère occidental, et partout dans le monde, les États-Unis devraient clairement faire comprendre que les biens, services et technologies américains sont un bien meilleur achat à long terme, car ils sont de meilleure qualité et ne sont pas assortis des mêmes conditions que l'aide d'autres pays. Cela dit, nous réformerons notre propre système afin d'accélérer les autorisations et les concessions de licences, là encore dans le but de devenir le partenaire de premier choix. Tous les pays doivent choisir s'ils veulent vivre dans un monde dirigé par les États-Unis, composé de pays souverains et d'économies libres, ou dans un monde parallèle où ils sont influencés par des pays situés à l'autre bout du globe.

Tous les responsables américains travaillant dans ou sur la région doivent être parfaitement informés de l'ensemble des influences extérieures néfastes, tout en exerçant des pressions et en offrant des incitations aux pays partenaires afin de protéger notre hémisphère.

Pour protéger efficacement notre hémisphère, il faut également une collaboration plus étroite entre le gouvernement américain et le secteur privé américain. Toutes nos ambassades doivent être conscientes des opportunités commerciales importantes dans leur pays, en particulier les contrats gouvernementaux majeurs. Tous les fonctionnaires américains qui interagissent avec ces pays doivent comprendre qu'une partie de leur travail consiste à aider les entreprises américaines à être compétitives et à réussir.

Le gouvernement américain identifiera les opportunités stratégiques d'acquisition et d'investissement pour les entreprises américaines dans la région et les soumettra à l'évaluation de tous les programmes de financement du gouvernement américain, y compris, mais sans s'y limiter, ceux des départements d'État, de la Guerre et de l'Énergie, de la Small Business Administration, de l'International Development Finance Corporation, de l'Export-Import Bank et de la Millennium Challenge Corporation.

Nous devons également nous associer aux gouvernements et aux entreprises régionaux pour construire des infrastructures énergétiques évolutives et résilientes, investir dans l'accès aux minéraux critiques et renforcer les réseaux de communication cybernétiques existants et futurs qui tirent pleinement parti du potentiel américain en matière de cryptage et de sécurité. Les entités gouvernementales américaines susmentionnées doivent être utilisées pour financer une partie des coûts d'achat de produits américains à l'étranger.

Les États-Unis doivent également résister et renverser les mesures telles que la taxation ciblée, la réglementation déloyale et l'expropriation qui désavantagent les entreprises américaines. Les termes de nos accords, en particulier avec les pays qui dépendent le plus de nous et sur lesquels nous avons donc le plus d'influence, doivent être des contrats à fournisseur unique pour nos entreprises. Dans le même temps, nous devons tout mettre en œuvre pour évincer les entreprises étrangères qui construisent des infrastructures dans la région.

B. Asie : gagner l'avenir économique, prévenir les affrontements militaires

Diriger depuis une position de force

Le président Trump a, à lui seul, renversé plus de trois décennies d'hypothèses erronées des États-Unis sur la Chine : croire qu'en ouvrant nos marchés à la Chine, en encourageant les entreprises américaines à investir en Chine et en externalisant notre production vers la Chine, nous faciliterions l'entrée de la Chine dans ce qu'on appelle « l'ordre international fondé sur des règles ». Une telle chose ne s'est pas produite. La Chine est devenue riche et puissante ; elle a utilisé ces deux traits à son avantage. Les élites américaines – au cours de quatre administrations successives des deux partis politiques – ont soit volontairement facilité la stratégie de la Chine, soit refusé de voir la réalité.

La région indo-pacifique représente déjà près de la moitié du PIB mondial en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA) et un tiers en termes de PIB nominal. Cette part est appelée à augmenter au cours du XXI^e siècle. Cela signifie que la région indo-pacifique est déjà et restera l'un des principaux terrains d'affrontement économique et géopolitique du siècle à venir. Pour prospérer chez nous, nous devons réussir à y être compétitifs, et c'est ce que nous faisons. Le président Trump a signé des accords majeurs lors de ses voyages en octobre 2025, qui renforcent encore nos liens puissants dans les domaines du commerce, de la culture, de la technologie et de la défense, et réaffirment notre engagement en faveur d'une région indo-pacifique libre et ouverte.

Les États-Unis disposent d'atouts considérables – l'économie et l'armée les plus puissantes au monde, une innovation de pointe, un « soft power » inégalé et une tradition historique de soutien à nos alliés et partenaires – qui nous permettent d'être compétitifs. Le président Trump établit des alliances et renforce des partenariats dans la région indo-pacifique qui constitueront le fondement de la sécurité et de la prospérité à long terme.

Économie : l'enjeu ultime

Depuis la réouverture de l'économie chinoise au monde en 1979, les relations commerciales entre nos deux pays ont été et restent fondamentalement déséquilibrées. Ce qui a commencé comme une relation entre une économie mature et riche et l'un des pays les plus pauvres du monde s'est transformé en une relation entre deux pays presque égaux, même si, jusqu'à très récemment, la position des États-Unis était pensée dans les termes du passé.

La Chine s'est adaptée au changement de politique tarifaire américaine amorcé en 2017, en partie en renforçant son emprise sur les chaînes d'approvisionnement, en particulier dans les pays à faible et moyen revenu (c'est-à-dire dont le PIB par habitant est inférieur ou égal à 13 800 dollars), qui constitueront l'un des principaux champs de bataille économiques des prochaines décennies. Les exportations chinoises vers les pays à faible revenu ont doublé entre 2020 et 2024. Les États-Unis importent des produits chinois indirectement par l'intermédiaire d'usines construites par la Chine dans une douzaine de pays, dont le Mexique. Les exportations chinoises vers les pays à faible revenu sont aujourd'hui près de quatre fois supérieures à celles vers les États-Unis. Lorsque le président Trump est entré en fonction en 2017, les exportations chinoises vers les États-Unis représentaient 4 % de son PIB, mais elles sont depuis tombées à un peu plus de 2 % de son PIB. La Chine continue toutefois d'exporter vers les États-Unis par l'intermédiaire d'autres pays.

À l'avenir, nous rééquilibrerons les relations économiques entre les États-Unis et la Chine, en donnant la priorité à la réciprocité et à l'équité afin de restaurer l'indépendance économique américaine. Le commerce avec la Chine doit être équilibré et axé sur des facteurs non critiques. Si les États-Unis restent sur la voie de la croissance et parviennent à la maintenir tout en entretenant des relations économiques véritablement mutuellement avantageuses avec Pékin, notre économie devrait passer de 30 000 milliards de dollars en 2025 à 40 000 milliards de dollars dans les années 2030, ce qui placerait notre pays dans une position enviable pour conserver son statut de première économie mondiale. Notre objectif ultime est de jeter les bases d'une vitalité économique à long terme.

Il est important de noter que cela doit s'accompagner d'une attention soutenue et continue portée à la dissuasion afin de prévenir toute guerre dans la région indo-pacifique.

Cette approche combinée peut devenir un cercle vertueux, car une forte dissuasion américaine ouvre la voie à une action économique plus disciplinée, tandis qu'une action économique plus disciplinée conduit à une augmentation des ressources américaines pour maintenir la dissuasion à long terme.

Pour y parvenir, plusieurs éléments sont essentiels.

Tout d'abord, les États-Unis doivent protéger et défendre notre économie et notre population contre tout préjudice, quelle qu'en soit la source ou le pays d'origine. Cela signifie notamment mettre fin :

- aux subventions prédatrices et aux stratégies industrielles dirigées par l'État ;
- aux pratiques commerciales déloyales ;
- à la destruction d'emplois et à la désindustrialisation ;
- au vol à grande échelle de propriété intellectuelle et à l'espionnage industriel ;
- aux menaces contre nos chaînes d'approvisionnement qui risquent de compromettre l'accès des États-Unis à des ressources essentielles, notamment des minéraux et des terres rares ;
- les exportations de précurseurs du fentanyl qui alimentent l'épidémie d'opioïdes en Amérique ; et
- la propagande, les opérations d'influence et autres formes de subversion culturelle.

Deuxièmement, les États-Unis doivent travailler avec leurs alliés et partenaires signataires de traités — qui, ensemble, ajoutent 35 000 milliards de dollars supplémentaires à la puissance économique de notre économie nationale de 30 000 milliards de dollars (représentant ensemble plus de la moitié de l'économie mondiale) — afin de contrer les pratiques économiques prédatrices et d'utiliser notre puissance économique combinée pour aider à préserver notre position de premier plan dans l'économie mondiale et veiller à ce que les économies alliées ne deviennent pas subordonnées à une puissance concurrente. Nous devons continuer à améliorer nos relations commerciales (et autres) avec l'Inde afin d'encourager New Delhi à contribuer à la sécurité de la région indo-pacifique, notamment par le biais d'une coopération quadrilatérale continue avec l'Australie, le Japon et les États-Unis (« le Quad »). En outre, nous nous efforcerons également d'aligner les actions de nos alliés et partenaires sur notre intérêt commun à empêcher la domination d'une seule nation concurrente.

Les États-Unis doivent en même temps investir dans la recherche afin de préserver et de renforcer notre avantage dans les technologies militaires et à double usage de pointe, en mettant

l'accent sur les domaines où les avantages américains sont les plus marqués. Il s'agit notamment des domaines sous-marin, spatial et nucléaire, ainsi que d'autres domaines qui détermineront l'avenir de la puissance militaire, tels que l'intelligence artificielle, l'informatique quantique et les systèmes autonomes, sans oublier l'énergie nécessaire pour alimenter ces domaines.

En outre, les relations cruciales que le gouvernement américain entretient avec le secteur privé américain contribuent à maintenir la surveillance des menaces persistantes qui pèsent sur les réseaux américains, y compris les infrastructures critiques. Cela permet au gouvernement américain de mener des opérations de détection, d'attribution et de réponse en temps réel (c'est-à-dire la défense des réseaux et les cyberopérations offensives) tout en protégeant la compétitivité de l'économie américaine et en renforçant la résilience du secteur technologique américain. L'amélioration de ces capacités nécessitera également une déréglementation considérable afin d'améliorer encore notre compétitivité, de stimuler l'innovation et d'accroître l'accès aux ressources naturelles américaines. Ce faisant, nous devons viser à rétablir un équilibre militaire favorable aux États-Unis et à nos alliés dans la région.

Outre le maintien de sa prééminence économique et la consolidation de son système d'alliances en un groupe économique, les États-Unis doivent mener une action diplomatique et économique vigoureuse, menée par le secteur privé, dans les pays où la majeure partie de la croissance économique mondiale devrait se produire au cours des prochaines décennies.

La diplomatie « America First » vise à rééquilibrer les relations commerciales mondiales. Nous avons clairement fait savoir à nos alliés que le déficit courant des États-Unis n'était pas viable. Nous devons encourager l'Europe, le Japon, la Corée, l'Australie, le Canada, le Mexique et d'autres nations importantes à adopter des politiques commerciales qui contribuent à rééquilibrer l'économie chinoise en faveur de la consommation des ménages, car l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine et le Moyen-Orient ne peuvent à eux seuls absorber l'énorme surcapacité de la Chine. Les pays exportateurs d'Europe et d'Asie peuvent également se tourner vers les pays à revenu intermédiaire, qui constituent un marché limité mais en pleine croissance pour leurs exportations.

Les entreprises chinoises dirigées et soutenues par l'État excellent dans la construction d'infrastructures physiques et numériques, et la Chine a recyclé environ 1 300 milliards de dollars de ses excédents commerciaux sous forme de prêts à ses partenaires commerciaux. Les États-Unis et leurs alliés n'ont pas encore élaboré, et encore moins mis en œuvre, de plan commun pour ce qu'on appelle le « Sud global », mais ils possèdent ensemble des ressources considérables. L'Europe, le Japon, la Corée du Sud et d'autres pays détiennent des actifs étrangers nets d'une valeur de 7 000 milliards de dollars.

Les institutions financières internationales, y compris les banques multilatérales de développement, possèdent des actifs combinés de 1 500 milliards de dollars. Si la dérive des missions a sapé l'efficacité de certaines de ces institutions, l'administration actuelle est déterminée à utiliser sa position de leader pour mettre en œuvre des réformes qui garantissent qu'elles servent les intérêts américains.

Ce qui différencie les États-Unis du reste du monde – notre ouverture, notre transparence, notre fiabilité, notre engagement en faveur de la liberté et de l'innovation, et notre capitalisme de libre marché – continuera à faire de nous le partenaire mondial de premier choix. Les États-Unis occupent toujours une position dominante dans les technologies clés dont le monde a besoin. Nous devons présenter à nos partenaires une série d'incitations – par exemple, la coopération dans le domaine des hautes technologies, les achats dans le domaine de la défense et l'accès à nos marchés financiers – qui feront pencher la balance en notre faveur.

Les visites d'État du président Trump dans les pays du golfe Persique en mai 2025 ont démontré la puissance et l'attrait de la technologie américaine. Le président y a obtenu le soutien des États du Golfe pour la technologie américaine supérieure en matière d'intelligence artificielle, renforçant ainsi nos partenariats. Les États-Unis devraient de la même manière rallier leurs alliés et partenaires européens et asiatiques, y compris l'Inde, afin de consolider et d'améliorer leurs positions communes dans l'hémisphère occidental et, en ce qui concerne les minéraux critiques, en Afrique. Ils devraient former des coalitions qui exploitent leurs avantages comparatifs en matière de finance et de technologie pour développer des marchés d'exportation avec les pays coopérants. Les partenaires économiques des États-Unis ne devraient plus s'attendre à tirer des revenus des États-Unis grâce à la surcapacité et aux déséquilibres structurels, mais plutôt rechercher la croissance grâce à une coopération gérée liée à un alignement stratégique et en bénéficiant d'investissements américains à long terme.

Avec les marchés financiers les plus profonds et les plus efficaces au monde, les États-Unis peuvent aider les pays à faible revenu à développer leurs propres marchés financiers et à lier plus étroitement leurs monnaies au dollar, garantissant ainsi l'avenir du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale.

Nos plus grands atouts restent notre système de gouvernement et notre économie de marché libre dynamique. Cependant, nous ne pouvons pas supposer que les avantages de notre système prévaudront automatiquement. Une stratégie de sécurité nationale est donc essentielle.

Dissuader les menaces militaires

À long terme, le maintien de la prééminence économique et technologique américaine est le moyen le plus sûr de dissuader et de prévenir un conflit militaire à grande échelle.

Un équilibre militaire conventionnel favorable reste un élément essentiel de la concurrence stratégique. À juste titre, l'attention se concentre beaucoup sur Taïwan, en partie en raison de la domination de Taïwan dans la production de semi-conducteurs, mais surtout parce que Taïwan offre un accès direct à la deuxième chaîne d'îles et divise l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est en deux théâtres distincts. Étant donné qu'un tiers du trafic maritime mondial passe chaque année par la mer de Chine méridionale, cela a des implications majeures pour l'économie américaine. Il est donc prioritaire de dissuader tout conflit autour de Taïwan, idéalement en préservant la supériorité militaire. Nous maintiendrons également notre politique déclaratoire de longue date sur Taïwan, ce qui signifie que les États-Unis ne soutiennent aucun changement unilatéral du statu quo dans le détroit de Taïwan.

Nous construirons une armée capable de repousser toute agression, où qu'elle survienne, dans la première chaîne d'îles. Mais l'armée américaine ne peut pas, et ne devrait pas avoir à le faire seule. Nos alliés doivent se mobiliser et dépenser – et surtout agir – beaucoup plus pour la défense collective. Les efforts diplomatiques des États-Unis devraient se concentrer sur la pression exercée sur nos alliés et partenaires de la première chaîne d'îles afin qu'ils accordent à l'armée américaine un plus grand accès à leurs ports et autres installations, qu'ils dépensent davantage pour leur propre défense et, surtout, qu'ils investissent dans des capacités visant à dissuader toute agression. Cela permettra de relier les questions de sécurité maritime le long de la première chaîne d'îles tout en renforçant la capacité des États-Unis et de leurs alliés à contrer toute tentative de s'emparer de Taïwan, ou tout équilibre des forces si défavorable à notre égard qu'il rendrait impossible la défense de cette île.

Un autre défi sécuritaire connexe est la possibilité pour tout concurrent de contrôler la mer de Chine méridionale. Cela pourrait permettre à une puissance potentiellement hostile d'imposer un système de péage sur l'une des voies commerciales les plus importantes au monde ou, pire encore, de la fermer et de la rouvrir à sa guise. L'une ou l'autre de ces deux issues serait préjudiciable à l'économie américaine et aux intérêts généraux des États-Unis. Des mesures énergiques doivent être élaborées, ainsi que les moyens de dissuasion nécessaires pour maintenir ces voies ouvertes, exemptes de « péages » et non soumises à une fermeture arbitraire à l'initiative d'un seul pays.

Cela nécessitera non seulement des investissements supplémentaires dans nos capacités militaires, en particulier navales, mais aussi une coopération étroite avec tous les pays qui risquent d'être exposés, de l'Inde au Japon et au-delà, si ce problème n'est pas résolu.

Compte tenu de l'insistance du président Trump pour que le Japon et la Corée du Sud prennent une plus grande part de responsabilité, nous devons exhorter ces pays à augmenter leurs dépenses de défense, en mettant l'accent sur les capacités, y compris les nouvelles capacités, nécessaires pour dissuader les adversaires et protéger la première chaîne d'îles. Nous allons également renforcer notre présence militaire dans le Pacifique occidental, tout en exhortant Taïwan et l'Australie à augmenter leurs dépenses de défense, comme, nous le faisons jusque-là.

Pour prévenir les conflits, il faut adopter une posture vigilante dans la région indo-pacifique, renouveler la base industrielle de défense, accroître les investissements militaires de notre part et de celle de nos alliés et partenaires, et remporter la compétition économique et technologique à long terme.

C. Promouvoir la grandeur de l'Europe

Les responsables américains ont pris l'habitude de considérer les problèmes européens sous l'angle de l'insuffisance des dépenses militaires et de la stagnation économique. Il y a des raisons pour adopter cette approche, mais les véritables problèmes de l'Europe sont encore plus profonds.

L'Europe continentale a perdu des parts du PIB mondial, passant de 25 % en 1990 à 14 % aujourd'hui — en partie à cause de réglementations nationales et transnationales qui sapent la créativité et l'esprit d'initiative. Ce déclin économique est éclipsé par la perspective réelle et plus sombre d'un effacement civilisationnel. Parmi les problèmes plus importants auxquels l'Europe est confrontée, citons les activités de l'Union européenne et d'autres organismes transnationaux qui sapent la liberté politique et la souveraineté, les politiques migratoires qui transforment le continent et créent des conflits, la censure de la liberté d'expression et la répression de l'opposition politique, l'effondrement des taux de natalité et la perte des identités nationales et de la confiance en soi.

Si les tendances actuelles se poursuivent, le continent sera méconnaissable d'ici 20 ans ou moins. Dans ces conditions, il est loin d'être évident que certains pays européens disposeront d'une économie et d'une armée suffisamment solides pour rester des alliés fiables. Bon nombre de ces nations redoublent actuellement d'efforts dans la voie qu'elles ont empruntée. Nous voulons que l'Europe reste européenne, qu'elle retrouve sa confiance en sa civilisation et qu'elle abandonne son obsession malvenue pour la réglementation étouffante.

Ce manque de confiance en soi est particulièrement évident dans les relations de l'Europe avec la Russie. Les alliés européens jouissent d'un avantage significatif en matière de puissance dure par rapport à la Russie dans presque tous les domaines, à l'exception des armes nucléaires. À la suite de la guerre menée par la Russie en Ukraine, les relations entre l'Europe et la Russie sont désormais profondément affaiblies, et de nombreux Européens considèrent la Russie comme une menace existentielle. La gestion des relations entre l'Europe et la Russie nécessitera un engagement diplomatique important de la part des États-Unis, à la fois pour rétablir les conditions d'une stabilité stratégique sur le continent eurasiatique et pour atténuer le risque de conflit entre la Russie et les États européens.

Il est dans l'intérêt fondamental des États-Unis de négocier une cessation rapide des hostilités en Ukraine, afin de stabiliser les économies européennes, d'empêcher une escalade ou une extension involontaire de la guerre, de rétablir la stabilité stratégique avec la Russie et de permettre la reconstruction de l'Ukraine après les hostilités afin de lui permettre de survivre en tant qu'État viable.

La guerre en Ukraine a eu pour effet pervers d'accroître les dépendances extérieures de l'Europe, en particulier de l'Allemagne. Aujourd'hui, les entreprises chimiques allemandes construisent certaines des plus grandes usines de transformation au monde en Chine, lesquelles utilisent du gaz russe que les Allemands ne peuvent obtenir chez eux. L'administration Trump se trouve en désaccord avec les responsables européens qui ont des attentes irréalistes concernant la guerre, ces dirigeants se retranchant dans des gouvernements minoritaires instables, dont beaucoup bafouent les principes fondamentaux de la démocratie pour réprimer l'opposition. Une large majorité des Européens souhaite la paix, mais ce désir ne se traduit pas en politique, en grande partie à cause de la subversion des processus démocratiques par ces gouvernements. Cela revêt une importance stratégique pour les États-Unis, précisément parce que les États européens ne peuvent se réformer s'ils sont enlisés dans une crise politique.

Pourtant, l'Europe reste stratégiquement et culturellement vitale pour les États-Unis. Le commerce transatlantique reste l'un des piliers de l'économie mondiale et de la prospérité américaine. Les secteurs européens, de l'industrie manufacturière à la technologie en passant par l'énergie, restent parmi les plus solides au monde. L'Europe abrite des institutions culturelles de premier plan et des centres de recherche scientifique de pointe. Non seulement nous ne pouvons pas nous permettre de faire une croix sur l'Europe, mais cela irait à l'encontre des objectifs de cette stratégie.

La diplomatie américaine doit continuer à défendre la démocratie authentique, la liberté d'expression et la célébration sans complexe du caractère et de l'histoire propres à chaque nation européenne.

Les États-Unis encouragent leurs alliés politiques en Europe à promouvoir ce renouveau spirituel, et l'influence croissante des partis patriotiques européens est en effet source d'un grand optimisme.

Notre objectif devrait être d'aider l'Europe à corriger sa trajectoire actuelle. Nous aurons besoin d'une Europe forte pour nous aider à être compétitifs et pour travailler de concert avec nous afin d'empêcher tout adversaire de dominer l'Europe.

Les États-Unis sont, naturellement, sentimentalement attachés au continent européen et, bien sûr, à la Grande-Bretagne et à l'Irlande. Le caractère de ces pays est également important sur le plan stratégique, car nous comptons sur des alliés créatifs, compétents, confiants et démocratiques pour établir des conditions de stabilité et de sécurité. Nous voulons travailler avec des pays alignés qui souhaitent retrouver leur grandeur d'antan.

À long terme, il est plus que plausible que, d'ici quelques décennies au plus tard, certains membres de l'OTAN deviennent majoritairement non européens. À ce titre, la question reste ouverte de savoir s'ils considéreront leur place dans le monde, ou leur alliance avec les États-Unis, de la même manière que ceux qui ont signé la charte de l'OTAN.

Notre politique générale pour l'Europe devrait donner la priorité aux éléments suivants :

- Rétablir les conditions de stabilité en Europe et la stabilité stratégique avec la Russie ;
- Permettre à l'Europe de voler de ses propres ailes et de fonctionner comme un groupe de nations souveraines alignées, notamment en lui faisant principalement assumer la responsabilité de sa propre défense, sans être dominée par une puissance adverse ;
- Cultiver, au sein des nations européennes, la résistance à la trajectoire actuelle de l'Europe ;
- Ouvrir les marchés européens aux biens et services américains et garantir un traitement équitable des travailleurs et des entreprises américains ;
- Renforcer les nations saines d'Europe centrale, orientale et méridionale grâce à des liens commerciaux, des ventes d'armes, une collaboration politique et des échanges culturels et éducatifs ;
- Mettre fin à la perception, et empêcher la réalité, de l'OTAN comme une alliance en expansion perpétuelle ; et
- Encourager l'Europe à prendre des mesures pour lutter contre la surcapacité mercantiliste, le vol technologique, le cyberespionnage et d'autres pratiques économiques hostiles.

D. Le Moyen-Orient : transférer les charges, construire la paix

Depuis au moins un demi-siècle, la politique étrangère américaine accorde la priorité au Moyen-Orient par rapport à toutes les autres régions.

Les raisons en sont évidentes : pendant des décennies, le Moyen-Orient a été le plus important fournisseur d'énergie au monde, le théâtre principal de la concurrence entre les superpuissances et le théâtre de conflits qui menaçaient de s'étendre au reste du monde et même au territoire américain.

Aujourd'hui, au moins deux de ces dynamiques ont disparu. L'approvisionnement énergétique s'est considérablement diversifié, les États-Unis étant redevenus un exportateur net d'énergie. La rivalité entre superpuissances a cédé la place à une lutte d'influence entre grandes puissances, dans laquelle les États-Unis conservent la position la plus enviable, renforcée par la revitalisation réussie par le président Trump de nos alliances dans le Golfe, avec d'autres partenaires arabes et avec Israël.

Les conflits restent la dynamique la plus problématique au Moyen-Orient, mais ce problème est aujourd'hui moins grave que les gros titres pourraient le laisser croire. L'Iran, principale force déstabilisatrice de la région, a été considérablement affaibli par les actions israéliennes depuis le 7 octobre 2023 et par l'opération Midnight Hammer menée par le président Trump en juin 2025, qui a considérablement affaibli le programme nucléaire iranien. Le conflit israélo-palestinien reste épineux, mais grâce au cessez-le-feu et à la libération des otages négociés par le président Trump, des progrès ont été réalisés vers une paix plus durable. Les principaux soutiens du Hamas ont été affaiblis ou se sont retirés. La Syrie reste un problème potentiel, mais avec le soutien des États-Unis, des pays arabes, d'Israël et de la Turquie, elle pourrait se stabiliser et reprendre la place qui lui revient en tant qu'acteur intégral et positif dans la région.

À mesure que cette administration abroge ou assouplit les politiques énergétiques restrictives et que la production énergétique américaine augmente, la raison historique pour laquelle les États-Unis se concentrent sur le Moyen-Orient s'estompera. Au contraire, la région deviendra de plus en plus une source d'investissements internationaux et une destination pour ceux-ci, et ce dans des secteurs bien plus larges que ceux du pétrole et du gaz, notamment l'énergie nucléaire, l'intelligence artificielle et les technologies de défense. Nous pouvons également travailler avec nos partenaires du Moyen-Orient pour faire progresser d'autres intérêts économiques, qu'il s'agisse de sécuriser les chaînes d'approvisionnement ou de renforcer les opportunités de développer des marchés amicaux et ouverts dans d'autres parties du monde, comme l'Afrique.

Les partenaires du Moyen-Orient démontrent leur engagement à lutter contre le radicalisme ; c'est une tendance que la politique américaine devrait continuer à encourager. Pour cela, il faudra abandonner l'expérience malavisée des États-Unis qui consiste à intimider ces nations, en particulier les monarchies du Golfe, pour qu'elles renoncent à leurs traditions et à leurs

formes historiques de gouvernement. Nous devons encourager et applaudir les réformes lorsqu'elles émergent de manière organique, sans chercher à les imposer de l'extérieur. La clef d'une relation fructueuse avec le Moyen-Orient est d'accepter la région, ses dirigeants et ses nations tels qu'ils sont, tout en collaborant dans les domaines d'intérêt commun.

Les États-Unis auront toujours un intérêt fondamental à veiller à ce que les approvisionnements énergétiques du Golfe ne tombent pas entre les mains d'un ennemi déclaré, à ce que le détroit d'Ormuz reste ouvert, à ce que la mer Rouge reste navigable, à ce que la région ne soit pas un incubateur ou un exportateur de terrorisme contre les intérêts américains ou le territoire américain, et à ce qu'Israël reste en sécurité. Nous pouvons et devons faire face à cette menace sur le plan idéologique et militaire, sans nous engager dans des décennies de guerres infructueuses de « reconstruction nationale » (*nation-building*). Nous avons également un intérêt évident à étendre les accords d'Abraham à d'autres pays de la région et à d'autres pays du monde musulman.

Mais l'époque où le Moyen-Orient dominait la politique étrangère américaine, tant dans la planification à long terme que dans l'exécution quotidienne, est heureusement révolue, non pas parce que le Moyen-Orient n'a plus d'importance, mais parce qu'il n'est plus la source constante d'irritation et de catastrophe imminente qu'il était autrefois. Il apparaît plutôt comme un lieu de partenariat, d'amitié et d'investissement, une tendance qui doit être saluée et encouragée. En fait, la capacité du président Trump à unir le monde arabe à Charm el-Cheikh dans la poursuite de la paix et de la normalisation permettra aux États-Unis de donner enfin la priorité aux intérêts américains.

E. Afrique

Pendant trop longtemps, la politique américaine en Afrique s'est concentrée sur la diffusion, puis l'expansion, de l'idéologie libérale. Les États-Unis devraient plutôt chercher à s'associer à certains pays pour apaiser les conflits, favoriser des relations commerciales mutuellement avantageuses et passer d'un paradigme d'aide étrangère à un paradigme d'investissement et de croissance capable d'exploiter les abondantes ressources naturelles et le potentiel économique latent de l'Afrique.

Les possibilités d'engagement pourraient inclure la négociation d'accords pour régler les conflits en cours (par exemple, RDC-Rwanda, Soudan) et prévenir de nouveaux conflits (par exemple, Éthiopie-Érythrée-Somalie), ainsi que des mesures visant à modifier notre approche en matière d'aide et d'investissement (par exemple, l'Africa Growth and Opportunity Act). Nous devons également rester vigilants face à la résurgence des activités terroristes islamistes

dans certaines régions d'Afrique, tout en évitant toute présence ou tout engagement américain à long terme.

Les États-Unis devraient passer d'une relation avec l'Afrique axée sur l'aide à une relation axée sur le commerce et l'investissement, en privilégiant les partenariats avec des États compétents et fiables qui s'engagent à ouvrir leurs marchés aux biens et services américains. Le secteur de l'énergie et le développement des minéraux critiques constituent des domaines d'investissement immédiats pour les États-Unis en Afrique, avec de bonnes perspectives de retour sur investissement. Le développement des technologies soutenues par les États-Unis dans les domaines de l'énergie nucléaire, du gaz de pétrole liquéfié et du gaz naturel liquéfié peut générer des profits pour les entreprises américaines et nous aider dans la concurrence pour les minéraux essentiels et d'autres ressources.